



**CONCOURS EXTERNE DES 07, 08 ET 09 JANVIER 2009
POUR L'EMPLOI D'INSPECTEUR STAGIAIRE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS**

ÉPREUVE ÉCRITE D'ADMISSIBILITÉ N°3

(DURÉE : 3 HEURES - COEFFICIENT 4)

OPTIONS A, B, C et D

OPTION A : page 2

OPTION B : page 3

OPTION C : page 8

OPTION D : page 14

AVERTISSEMENTS IMPORTANTS

Vous devez composer dans l'option choisie lors de votre inscription et uniquement dans celle-ci. **Si vous composez dans une option différente ou dans plusieurs options de la présente épreuve, votre copie sera notée 0/20.**

Veillez à bien indiquer sur votre copie l'option dans laquelle vous allez composer, ainsi que le nombre d'intercalaires utilisés (la copie double n'est pas décomptée).

Pour l'épreuve de comptabilité et analyse financière, l'usage d'une calculatrice ainsi que du plan comptable général (vierge de toute annotation) sont autorisés.

Pour les autres matières, l'usage de tout matériel autre que le matériel usuel d'écriture et de tout document autre que le support fourni est interdit.

Toute fraude ou tentative de fraude constatée par la commission de surveillance entraînera l'exclusion du concours.

Il vous est interdit de quitter définitivement la salle d'examen **avant le terme de la première heure.**

Le présent document comporte 14 pages numérotées.

**AU CHOIX DU CANDIDAT, CE CHOIX ÉTANT PRÉCISÉ LORS DU DÉPÔT DE
LA DEMANDE D'ADMISSION A CONCOURIR**

*** * ***

OPTION A : ANALYSE ÉCONOMIQUE

Le crédit est-il une source du développement économique ?

OPTION B : COMPTABILITÉ ET ANALYSE FINANCIÈRE

REMARQUES PRÉLIMINAIRES :

- Les quatre dossiers à traiter sont indépendants les uns des autres et doivent être traités. Chaque réponse devra être précédée de la question à laquelle elle se rapporte.
- L'unité monétaire utilisée dans ces quatre dossiers est l'euro.
- Lorsque cela est nécessaire, le taux de TVA applicable aux opérations taxables est de 19,6 %.
- La durée de l'exercice comptable coïncide avec l'année civile.
- Toutes les réponses doivent être justifiées.

Dossier 1

La société Dubois a au cours de l'année N passé les opérations suivantes :

- 1 - Apport d'un capital déposé à la banque de 30 000 € ;
- 2 - Retrait d'espèces à la banque pour alimenter la caisse de 500 € ;
- 3 - Acquisition d'une camionnette au comptant pour 10 000 € ;
- 4 - Achat de marchandises à crédit pour 8 000 € ;
- 5 - Vente de ces mêmes marchandises à crédit pour 9 400 € ;
- 6 - Règlement d'une prime d'assurance en espèces pour 200 €.

Veillez établir la balance des comptes de la société Dubois.

Au cours de l'année N+1, la société Dubois a effectué les opérations suivantes :

- 1 - Vente de marchandises avec la facture suivante :

Marchandises	10 000,00 €
Remise de 20 %	2 000,00 €
Escompte de 2 %	160,00 €
TVA	1 536,64 €
Net à payer	9 376,64 €

- 2 - Retour de marchandises précédemment vendues avec réductions commerciales et financières initiales, et production de l'Avoir suivant :

Marchandises	2 000,00 €
Remise de 20 %	400,00 €
Escompte de 2 %	32,00 €
TVA	307,33 €
Net en compte	1 875,33 €

Travail à faire : Passer les écritures dans le livre journal de la société.

Dossier 2

COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ

PRODUITS	
Production vendue	200 000,00 €
Ventes de marchandises	100 000,00 €
CHARGES	
Achats de marchandises	100 000,00 €
Achats de matières premières	80 000,00 €
Dotations aux amortissements	20 000,00 €
Frais de transport	20 000,00 €
Loyers	10 000,00 €
Impôts	10 000,00 €
Résultat	60 000,00 €

A partir du compte de résultat simplifié précédent et sachant que la société produit 360 jours par an, veuillez calculer, en argumentant vos résultats :

- 1 - La marge sur coût variable ;
- 2 - Le taux de marge sur coût variable ;
- 3 - Le résultat courant ;
- 4 - Le seuil de rentabilité ;
- 5 - Le point mort (en explicitant sa signification) ;
- 6 - La marge de sécurité financière et l'indice de sécurité.

Dossier 3

BILAN FONCTIONNEL

	N	N + 1		N	N + 1
Emplois stables	4 000,00 €	3 700,00 €	Ressources stables	5 400,00 €	4 800,00 €
Actif immobilisé brut	4 000,00 €	3 700,00 €	Capitaux propres	2 200,00 €	2 100,00 €
Actif circulant d'exploitation	2 200,00 €	1 700,00 €	Amortissements et dépréciations	1 200,00 €	1 000,00 €
Stocks	1 000,00 €	700,00 €	Dettes financières	2 000,00 €	1 700,00 €
Créances d'exploitation	1 200,00 €	1 000,00 €	Dettes d'exploitation	900,00 €	800,00 €
Actif circulant hors exploitation	800,00 €	600,00 €	Dettes fournisseur	800,00 €	700,00 €
Actif de trésorerie	10,00 €	80,00 €	Dettes sociales et fiscales	100,00 €	100,00 €
			Dettes hors exploitation	600,00 €	480,00 €
			Passif de trésorerie	110,00 €	
TOTAL	7 010,00 €	6 080,00 €		7 010,00 €	6 080,00 €

ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT

Ventes de marchandises	4 600,00 €
Achats de marchandises	1 900,00 €
Variation de stocks	-230,00 €
Autres achats et charges externes	600,00 €
Impôts, taxes et versements assimilés	90,00 €
Charges de personnel	1 450,00 €

A partir des éléments fournis précédemment, veuillez effectuer le calcul de l'excédent de trésorerie en explicitant de manière précise votre méthode de calcul.

Dossier 4**BILAN**

BILAN-ACTIF	BRUT	NET
Concessions, brevets et droits similaires	52 359,00 €	7 466,00 €
Fonds commercial	1 000,00 €	1 000,00 €
Constructions	59 718,00 €	42 939,00 €
Installations techniques, matériel et outillage industriels	802 452,00 €	68 382,00 €
Autres immobilisations corporelles	345 084,00 €	145 727,00 €
Immobilisations financières	1 500,00 €	1 500,00 €
Matières premières, approvisionnements	1 341 787,00 €	833 124,00 €
En cours de production de biens	353 659,00 €	353 659,00 €
Produits intermédiaires et finis	3 497 008,00 €	2 761 216,00 €
Marchandises	1 361 152,00 €	968 850,00 €
Avances et acomptes versés sur commande	28,00 €	28,00 €
Clients et comptes rattachés	3 401 034,00 €	3 326 785,00 €
Autres créances	253 362,00 €	250 371,00 €
Disponibilités	978 341,00 €	978 341,00 €
Charges constatées d'avance	66 609,00 €	66 609,00 €
Ecarts de conversion actif	11 382,00 €	11 382,00 €
Total général	12 526 475,00 €	9 817 379,00 €

BILAN-PASSIF	
Capital social ou individuel	790 000,00 €
Réserve légale	85 649,00 €
Report à nouveau	712 916,00 €
Résultat de l'exercice	130 278,00 €
Provisions réglementées	10 659,00 €
Provisions pour risques	428 596,00 €
Provisions pour charges	3 980 834,00 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 686 562,00 €
Dettes fiscales et sociales	1 386 232,00 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 852,00 €
Autres dettes	601 801,00 €
Total général	9 817 379,00 €

A partir des éléments fournis précédemment concernant la société Dumont, qui a un effectif de 251 salariés et un chiffre d'affaires de 16 962 685 €, veuillez calculer, en explicitant vos résultats :

- la surface financière ;
- le taux de renouvellement des immobilisations ;
- la rentabilité commerciale ;
- la productivité ;
- le taux de liquidité.

En sachant que les résultats moyens du secteur de la société Dumont sont :

- Surface financière : 42 % ;
- Taux de renouvellement des immobilisations : 74 % ;
- Rentabilité commerciale : 3,07 % ;
- Productivité : 23 000 € ;
- Liquidité : 170 %.

Quelle analyse financière proposez vous pour la société Dumont ?

OPTION C : GESTION ET ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Pourquoi les entreprises se concentrent-elles ?

Documents composant le dossier :

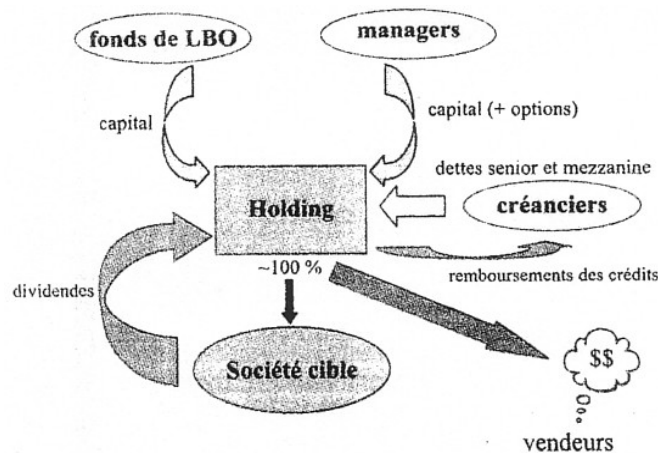
	<i>Pages</i>
Document n°1 : Les prises de contrôle : OPA, OP et LBO.	9 et 10
Document n°2 : Fusion et acquisitions en tous genres.	11 et 12
Document n°3 : BNP - Paribas rachète Fortis en Belgique et au Luxembourg.	13

Les prises de contrôle : OPA, OP et LBO

Les prises de contrôle des entreprises constituent un mécanisme de gouvernance important, complémentaire de celui qu'exercent les mécanismes internes tels que le conseil d'administration et les assemblées générales d'actionnaires. Les dirigeants savent qu'en cas de mauvaise performance se traduisant par un cours de Bourse bas ils sont à la merci d'une offre hostile qui aboutira souvent à une perte d'indépendance de l'entreprise ainsi qu'à leur éviction.

Cette menace peut donc avoir des effets positifs en les encourageant à ne pas gaspiller les ressources de l'entreprise. Cependant le rôle, des prises de contrôle est très discuté car elles ont parfois des effets négatifs en encourageant les dirigeants à maximiser le cours de Bourse à court terme afin de limiter le risque d'offre hostile ou, si elles réussissent, aboutissent à des restructurations, à des délocalisations et à des licenciements massif qui se font au détriment des *stakeholders* (salariés, fournisseurs, pouvoirs publics). De plus, il semble que les prises de contrôle se traduisent souvent par une perte de valeur pour les actionnaires de la société acheteuse, car les dirigeants tendent à se montrer trop optimistes quant aux gains issus de l'opération et surpayer les sociétés acquises.

Les prises de contrôle peuvent être le fait d'entreprises concurrentes de la cible, comme dans le cas des OPA. de BNP sur Paribas et de Mittal Steel sur Axelor, Elles peuvent être aussi initiées par des fonds de *private equity* sous la forme de LBO. Un LBO, ou acquisition à effet de levier, consiste en la prise de contrôle d'une entreprise par un consortium de fonds spécialisés qui financent majoritairement l'acquisition par de la dette. Cette dette est ensuite remboursée par les dividendes versés par la société cible.



Les fonds de *private equity* retirent généralement la cible de la Bourse si elle était cotée et exercent un contrôle très strict sur le management, qui est par ailleurs fortement incité financièrement à réussir. Afin de maximiser leur plus-value; ils n'hésitent pas à opérer des restructurations drastiques s'ils les jugent nécessaires ou. à .financer des opérations de croissance externe, Les sociétés ainsi acquises voient souvent leur performance financière augmenter et sont revendues après trois à cinq ans.

Les fonds de *private equity* sont devenus des acteurs majeurs du marché des prises de contrôle des entreprises, en particulier au cours de la période 2005-2007. A côté des milliers de LBO opérés sur des entreprises de taille moyenne, les plus grands acteurs du *private equity*, tels que Blackstone, Carlyle, KKR aux états-unis, Cinven, PAI Partners, Permira en Europe, gèrent des fonds qui leur permettent de s'attaquer à des cibles valant plusieurs milliards de dollars.

Cible	Fonds initiateur	Montant (milliards de dollars)
Alliance Boots (Royaume-Unis)	KKR (2007)	22,1
Freescale (États-Unis)	Blackstone (2006)	17,6
Legrand (France)	KKR et Wendel Investissement (2002)	3,9
Rexel (france)	Eurazéo, Clayton Dubilier & Rice, Merrill Lynch (2005)	4,5
TUX (États-Unis)	KKR et TPG (2007)	45
Valentino / Hugo Boss (Italie)	Permira (2007)	n.c.

Cependant le marché des LBO est cyclique car fortement dépendant du niveau des taux d'intérêt et de la disponibilité de la dette. Les conséquences de la crise des *subprimes* ont été un brutal ralentissement du nombre de LBO, en particulier des plus gros, à partir de l'été 2007, situation qui devait prévaloir encore durant plusieurs mois mais ne remet pas en cause, à notre avis, l'avenir de cette activité.

« Actionnaires et dirigeants dans l'économie mondialisée. Evolution des formes de conflits de gouvernance », Christophe Bonnet

Fusion et acquisitions en tous genres

Le premier semestre 2006 a été marqué par un volume record de transactions. Aucune région ni aucun secteur d'activité n'a été épargné.

2005 avait été faste. 2006 s'annonce exceptionnelle. Sur le front des fusions et acquisitions d'entreprises, les opérations se succèdent à un rythme toujours plus soutenu.

Ainsi, au cours des six mois qui viennent de s'écouler, les transactions annoncées ont atteint un volume record estimé à plus 1 700 milliards de dollars, selon les données de Thomson Financial. Soit une hausse de 35 % par rapport au premier semestre 2005.

Comme l'an dernier, plusieurs facteurs puissants sont à l'oeuvre pour alimenter cette vague d'opérations : les entreprises s'appuient sur des bilans assainis et se financent dans de bonnes conditions à la faveur de taux d'intérêt encore bas, de liquidités bancaires abondantes, et de marchés d'actions en appétit. Par ailleurs, la concurrence croissante des acteurs des pays émergents, l'aboutissement progressif des processus de gains de productivité, l'effet de la libéralisation de certains secteurs comme l'énergie ou les télécoms, poussent à une concentration accrue.

Au-delà des chiffres, la vitalité du marché des fusions et acquisitions se mesure à l'extrême diversité des opérations qui se nouent. Aucune région du monde n'en reste à l'écart. Aux États-Unis, d'une année à l'autre, le volume d'opérations a crû de 12,6%, à 641 milliards de dollars. Un montant, une fois n'est pas coutume, qui a été battu sur le Vieux Continent, où les opérations ont atteint quelque 697 milliards de dollars.

Surtout, en ce début 2006, la déferlante de transactions a touché tous les secteurs d'activité. Contrairement à la vague du tournant du siècle, qui s'était concentré sur les métiers financiers et de nouvelles technologies et communication, le marché des fusions acquisitions est aujourd'hui très équilibré. Avec un retour en force des « vieux » métiers industriels.

Autre caractéristique de ce premier semestre, les opérations sont de toutes tailles. Les « mégadeals » ont tendance à l'occulter, mais chaque journée est ponctuée de transactions plus modestes mais tout de même structurantes. Sur la seule journée de vendredi, en Europe, on a ainsi appris le rachat par Veolia du Britannique Cleanaway (859 millions d'euros) ou encore de la division diagnostics de Bayer par Siemens pour 4,2 milliards d'euros.

Le marché est aussi caractérisé aujourd'hui par des opérations... en tous genres ! Pour les plus chanceux, et les plus habiles, l'affaire est parfois rondement menée, à l'instar des offensives récemment conduites par le Français Axa sur le suisse Winterthur, par BNP Paribas sur l'italienne BNL ou par Generali sur son compatriote italien Toro. Des « deals » bouclés en quelques semaines et dont la finalisation ne devrait pas connaître d'obstacles majeurs.

Guerre de tranchées

A l'inverse, il est des opérations qui s'enlisent durablement et tournent à la guerre de tranchées. La palme revient à la bataille pour l'espagnol Erdesa, qui s'est déclenchée... en septembre 2005. La bataille, qui se déroule entre l'espagnol Gas Natural et désormais l'allemand E.On, n'est même pas encore ouverte en Bourse. D'autres opérations sont au long cours : Mittal Steel vient juste d'obtenir la certitude de prendre le contrôle d'Arcelor, qu'il convoite depuis le mois de janvier. Le jeu de billard des Bourses (Euronext, Deutsche Börse, Nyse) n'en finit plus de rebondir. Suez et, Gaz de France gardent l'espoir de boucler à la fin de l'année la fusion qu'ils ont annoncée au mois de février dernier. La taille des transactions et l'éventuelle confrontation d'offres ne sont pas les seuls critères déterminant la durée nécessaire à la réalisation des opérations. Le facteur politique est crucial. Plus il intervient, plus les chances de boucler rapidement un deal s'amenuisent. Car, en ce premier semestre 2006, le « patriotisme économique » a été omniprésent. En France, où il a été publiquement revendiqué par le gouvernement, mais aussi en Italie, en Allemagne, en Espagne, ou encore aux Etats-Unis même s'il ne dit pas son nom.

Enfin, les transactions qui surgissent chaque jour sont indifféremment hostiles ou amicales. Les opérations « non sollicitées » font florès dans un marché prêt à acheter de nouvelles « histoires » de concentration. En réponse, les techniques de défense se diversifient. Certains se vendent moyennant surenchère. D'autres vont chercher un chevalier blanc. Et, tout récemment, Warner Music a remis au goût du jour la tactique du « pacman », testée par Elf face à Total en 1999, en lançant à son tour une offre sur son assaillant EMI. La preuve qu'un marché dynamique des fusions et acquisitions est une aubaine pour les comptes des banques d'affaires mais aussi une source d'innovation stimulante pour leurs banquiers.

Bertille BAYART, Le Figaro, 2006

BNP - Paribas rachète Fortis en Belgique et au Luxembourg

BNP-Paribas va reprendre l'essentiel des activités belges et luxembourgeoises de la banque Fortis en difficulté, dans le cadre d'un accord conclu dimanche soir 5 octobre et qui fera de l'Etat belge le premier actionnaire de la banque française. Cet accord, qui vient conclure d'intenses tractations entre les parties, permet à la BNP de prendre 75 % du capital de Fortis, a annoncé en fin de soirée le premier ministre belge, Yves Leterme.

L'Etat belge recevra en échange des actions nouvelles de la banque française, dont il détiendra 11,7 % du capital (pour une valeur de quelques 8,25 milliards d'euros), devenant ainsi le principal actionnaire de la BNP, devant le groupe d'assurance français AXA.

Une opération similaire est prévue avec le Luxembourg et permettra à la banque française de prendre 67% des activités dans le grand duché, qui conservera de son côté 33% de la filiale locale de Fortis. La Belgique conservera également une minorité de blocage de 25% sur son territoire.

Selon le quotidien financier belge *L'Echo*, le groupe français reprendrait également les activités bancaires de Fortis en Turquie (ex-Disbank) et les activités bancaires en Pologne. Fortis Insurance Belgium et Fortis Investments, la filiale de gestion d'actifs, seront également repris par le groupe français.

La commission européenne a été consultée sur ce projet, a précisé un porte parole de l'UE.

Le premier ministre belge a cherché à préserver l'unité des activités du groupe de banques et d'assurances en Belgique et au Luxembourg après la décision prise vendredi par les Pays Bas de nationaliser l'essentiel des activités néerlandaises de Fortis.

UN « MESSAGE DE CONFIANCE »

Les difficultés de Fortis, moins d'une semaine après un premier plan de sauvetage des états du Bénélux qui prévoyait d'injecter 11,2 milliards d'Euros dans le groupe de bancassurance, sont une nouvelle illustration de l'aggravation de la crise financière qui touche désormais de plein fouet le continent européen.

Lors d'une conférence de presse Baudouin PROT, le directeur général de la BNP, a déclaré que cet accord était un « *message de confiance* » dans les capacités de Fortis à se développer. Dans une lettre ouverte à la Belgique, la banque française indique que l'entrée de Fortis au sein de BNP-paribas fait du groupe le numéro 1 de la zone euro par les montants des dépôts, en s'appuyant sur un marché domestique fort de quatre pays : la Belgique, le Luxembourg, la France et l'Italie.

Lemonde.fr avec Reuters – 16.10.08

OPTION D : GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE ET HUMAINE

Peut-on concilier le développement des pays émergents avec les contraintes de la protection de l'environnement ?
